

Une époque nouvelle ?

« POSTMODERNISME ET POSTMODERNITÉ : Deux lectures opposées de la fin de la nation »

Les discussions relatives au postmodernisme sont en général marquées par une confusion systématique entre deux significations pourtant radicalement différentes de l'après-moderne ou de l'au-delà du moderne. Une façon simple de clarifier les débats consiste à distinguer d'un point de vue à la fois terminologique et conceptuel postmodernisme et postmodernité. Quel que soit le domaine abordé, qu'il soit esthétique, philosophique ou politique, on peut désigner collectivement par postmodernisme les mouvements et courants culturels et intellectuels qui s'inscrivent dans une relation critique à l'égard du modernisme, entendant par là un *ensemble d'attitudes, de visions et de valeurs* (Berman, 1982) codant positivement ce qui est défini comme moderne (par opposition à ancien, traditionnel ou classique) à l'intérieur du domaine considéré. Le postmodernisme renvoie ainsi à des courants et mouvements esthétiques, intellectuels et politiques variés ayant pour trait commun de recoder négativement les orientations modernistes antérieures et de valoriser d'autres orientations, qui se veulent en rupture

Yves Bonny

Maître de conférences

en sociologie à l'Université de Rennes 2, spécialisé en théorie sociologique, sociologie historique et sociologie politique. Il a publié en 2004 *Sociologie du temps présent : Modernité avancée ou postmodernité ?*

Paris, Armand Colin, coll. U

et est membre du Groupe interuniversitaire d'étude de la postmodernité (Montréal).

avec elles. Il est important d'éviter de faire une présentation caricaturale du postmodernisme, qui ne renvoie en aucune façon à un mouvement culturel précis ou à une école de pensée aisément identifiable, et qui peut emprunter des voies philosophiquement profondes ou au contraire superficielles et vulgaires (Bonny, 2004).

Par opposition à cela, la notion de postmodernité relève de la macrosociologie historique et comparative et renvoie à une hypothèse de rupture ou de mutation historique tendancielle à l'égard de la modernité, définie comme *type de société* né à partir du XVI^e ou du XVII^e siècle en Europe de l'Ouest. Bien sûr, nombre de courants de pensée postmodernistes ont également proposé des théorisations de la postmodernité, soit en interprétant positivement différents phénomènes sociaux contemporains comme signes d'une rupture avec les modes de pensée et d'organisation sociale dits modernes, soit en promouvant activement une telle rupture à travers une théorisation critique de la société contemporaine. Mais d'autres théorisations de l'hypothèse d'une mutation postmoderne n'ont strictement aucun rapport avec les courants postmodernistes. Bien davantage, parmi ces théorisations, certaines interprètent les courants et mouvements culturels et intellectuels relevant du postmodernisme comme l'une des facettes de la rupture historique qu'ils associent négativement à la notion de postmodernité. Il est donc essentiel de ne pas confondre ces deux perspectives sur l'époque contemporaine.

Sur la base de cette distinction, je voudrais présenter dans cet article deux lectures radicalement divergentes de la fin de la nation, relevant respectivement du postmodernisme et d'une interprétation critique de l'hypothèse d'une mutation postmoderne. Cette opposition de lectures me permettra de dégager dans un troisième temps quelques enjeux majeurs du débat contemporain sur la nation.

La critique postmoderniste de la nation

De façon générale, il est clair que dans une perspective postmoderniste la nation peut et doit disparaître, dès lors qu'elle est associée aux courants philosophiques et politiques modernistes. D'un point de vue schématique, l'on peut distinguer deux versions différentes de cette thèse : l'une qui se revendique d'une « politique des identités », l'autre de la figure du sujet nomade ou hybride.

Ce que l'on appelle dans le monde anglo-saxon « politique de l'identité » (*identity politics*) ou « politique de la culture » (*cultural politics*) renvoie à une critique de l'ensemble des référents à prétention universaliste associés à la modernité politique en tant que dissimulant des formes de domination sociale et la négation des « différences », par quoi il faut entendre tout un ensemble de

catégories d'acteurs historiquement minorées, marginalisées, stigmatisées (femmes, homosexuels, autochtones, populations issues de l'esclavage, de la colonisation ou de l'immigration, minorités ethniques ou religieuses, etc.). Dans cette perspective, la nation est appréhendée en tant que *forme identitaire hégémonique* véhiculant et imposant les modèles idéologiques et culturels des groupes sociaux dominants. Cette orientation se développe en particulier aux États-Unis à partir de la fin des années 1960, dans le sillage de l'échec de l'intégration des Noirs (Lacorne, 2003) puis du tournant néoconservateur et néolibéral (Cusset, 2003). On assiste ainsi à un renversement complet à l'égard du « grand récit » de l'humanisme libéral ou républicain, dans lequel la nation est étroitement associée à la dynamique révolutionnaire moderne et aux notions de souveraineté et d'émancipation du peuple. À la figure collective de la nation politique s'émancipant à l'égard des pouvoirs aristocratique, colonial ou impérial antérieurs se substitue une représentation de la nation comme couverture idéologique d'une myriade de rapports de domination, internes comme externes.

Dans une perspective postmoderniste, le « mensonge » de la nation comme pseudo-communauté doit disparaître, au profit d'une « politique de l'identité » dont le multiculturalisme ou le « saladier des différences » (*salad bowl*) constituent des traductions. L'enjeu politique majeur ne saurait être simplement de renforcer les droits des acteurs historiquement minorés, de lutter contre la discrimination ou le racisme, de mieux respecter la diversité culturelle caractérisant toute collectivité politique, toutes choses qui sont parfaitement compatibles avec le modèle libéral-républicain, mais consiste à *accorder une reconnaissance publique à des identités revendiquées*, sous forme de droits institutionnalisés ou de politiques et dispositifs spécifiques d'action publique. Plus largement, cette version du postmodernisme contribue à mettre en forme la sensibilité et la sociabilité, à structurer les catégories dominantes d'identification et d'opposition, dès lors que celles-ci ne renvoient pas à une essence intemporelle mais à des imaginaires et des rapports sociaux constamment redéfinis.

Cette orientation développe une conception éminemment réductrice du pouvoir politique et des références de légitimation de la collectivité politique, immédiatement rabattus sur la domination sociale. Le principe fondant les régimes démocratiques d'une commune appartenance politique, à travers la référence abstraite à la citoyenneté, et d'une communauté de droits civils, économiques et sociaux s'élargissant dans de nombreux cas aux non-citoyens, est ignoré – et dénoncé comme idéologie – au profit d'une conception purement agonistique des rapports sociaux. On assiste alors à l'affirmation brute et immédiate des supposés « droits » de l'individu ou du groupe qui se revendique d'une identité spécifique, déconnectés de la communalisation politique qui

seule permet de les accorder et de les fonder dans une théorie de la justice. D'un discours centré sur l'universel ou le commun, on bascule de façon non dialectique vers un discours inverse centré sur des identités catégorielles associées à l'ethnicité, la religion, le genre, l'orientation sexuelle, etc.

Dans la pratique, et derrière la rhétorique liée aux processus de mobilisation politique et aux contextes nationaux, la signification historique objective de ce type de mouvement peut fort bien relever de l'élargissement et de l'ouverture universaliste de la communauté politique, dans un sens « moderne », en favorisant la lutte contre le racisme et la discrimination, la reconnaissance ou la consolidation de droits pour des catégories plus larges d'acteurs, le décentrement de la culture dominante et des mémoires nationales, la diversification des modèles culturels du point de vue de la construction de l'identité nationale et de la culture publique qui la sous-tend. C'est seulement dans la mesure où les tendances particularistes l'emportent sur les orientations universalistes que l'on peut voir dans le postmodernisme un mouvement sociohistorique postmoderne plutôt qu'un mouvement s'inscrivant – même si c'est dans la méconnaissance – dans la logique et la dynamique de la modernité démocratique.

On peut parler à propos de cette version du postmodernisme de *postmodernisme affirmatif*, dans la mesure où elle vise à soutenir l'affirmation des identités particulières. Une tout autre version peut être désignée comme *postmodernisme antiessentialiste*. Elle est portée par un idéal du sujet nomade, métissé, hybride, cosmopolite – au sens culturel et non pas politique du terme. Tandis que la libération passe dans la variante « multiculturaliste » par la reconnaissance et le respect des différences, de la diversité, des identités, elle passe ici par l'abolition des communautés de tous types, assimilées à l'enfermement identitaire et à l'illusion d'une essence intemporelle ou d'une identité monodimensionnelle et stable, au profit d'un sujet aux identités multiples, déterritorialisé, circulant librement entre les territoires politiques et revendiquant des droits déconnectés de toute identité nationale et de toute communauté politique¹. Dans une telle perspective, la nation se présente comme une forme de clôture, de contrainte ou au contraire d'exclusion intolérable.

On peut résumer ainsi les principes dont se réclame cette orientation : liberté radicale de choix, libre passage des frontières de tous types et idéalement suppression de celles-ci (toute totalisation étant synonyme d'exclusion plutôt que d'inclusion, de cohésion et d'intégration), subjectivité non unifiée, ambivalence, différence et altérité. Non pas la société multicommunautaire, mais le réseau ouvert des sujets nomades et hybrides, métissés. Non pas le droit à la différence, mais le droit aux appartenances multiples de la subjectivité, entrant dans toutes sortes de « communautés imaginées », de « diasporas »

(Appadurai, 1996) ou de « tribus » (Maffesoli, 2001), sur la base des migrations, des médias, des regroupements émotionnels ou affinitaires, de la mobilité généralisée (Urry, 2005). C'est une orientation résolument postnationale et cosmopolite, mais dans le cadre d'une perspective postmoderniste mettant l'accent sur la mobilité et la pluralité indéfinie bien plus que sur un idéal d'unité de l'espèce humaine et une notion de monde commun à l'échelle planétaire, tels qu'ils sont par exemple défendus par Habermas (2000). On peut parler à ce propos d'une forme d'« intégrisme de "l'hybridité cosmopolite" » (Vibert, 2003 : 167).

Le point commun à ces deux versions du postmodernisme est la critique de la nation en tant que source d'enfermement et d'oppression, de *l'authenticité du sujet* se revendiquant d'une appartenance particulière dans le premier cas, de *la liberté du sujet nomade* dans le second. La pensée postmoderniste oscille entre des identifications particularistes souvent associées à une posture victimiste et à une conception agonistique des rapports sociaux et l'utopie constructiviste d'un sujet radicalement désengagé remodelant à volonté son identité. La nation comme communauté des citoyens est rejetée soit au nom d'autres identifications et communalisations de référence, affirmées sans médiation, contribuant ainsi à fragmenter la vie collective et à inscrire les rapports sociaux dans des logiques réductrices et conflictuelles, soit au nom de l'individu libre de toute attache, perspective qui discrédite *a priori* toute collectivité politique. Ces deux registres peuvent en pratique se rejoindre, dès lors que les droits des différents individus collectifs défendus dans le cadre du postmodernisme affirmatif sont aussi fréquemment ceux d'un individu revendiquant de définir librement ses appartenances, ce qui conduit à prendre avec recul la notion de « communautarisme », les identités revendiquées traduisant souvent bien plus une radicalisation de l'individualisme que l'adhésion fortement intériorisée à une communauté à caractère holiste (Vibert, 2002).

La fin de la nation dans l'interprétation critique de la postmodernité

De la même façon qu'il existe plusieurs versions du postmodernisme, l'hypothèse sociologique d'une mutation en cours à l'égard de la logique sociohistorique ayant caractérisé la modernité depuis le XVI^e ou le XVII^e siècle peut emprunter plusieurs voies. Pour faire contraste avec les approches postmodernistes examinées ci-dessus, je voudrais présenter ici une théorisation de la postmodernité qui n'a aucun rapport avec elles et qui développe l'hypothèse d'une mutation – dont participe l'affaiblissement de la nation – dans une perspective critique. Cette théorisation a été élaborée par Michel Freitag (1986 ; 2002) et reprise par différents membres du Groupe interuniversitaire d'étude de la postmodernité, basé à Montréal, publiant notamment la revue *Société*.

Freitag définit le pouvoir politique moderne comme capacité d'institutionnalisation des rapports sociaux sur la base de cadres juridiques et institutionnels universalistes, fondés sur la citoyenneté et l'individualisme abstrait, et par là de relatif dépassement des conflits sociaux et des rapports de force. L'État constitutionnel de droit développe une capacité d'orientation et d'intégration de la société par la médiation des institutions universalistes qu'il met en place. La nation représente dans ce contexte la forme de communalisation politique caractéristique de la modernité, synonyme de la notion de peuple, en tant que détenteur ultime de la souveraineté et fondement de légitimation du pouvoir d'État. Elle se constitue parallèlement au développement de l'État comme communauté de participation aux institutions politiques et comme « communauté d'action et d'orientation politique ». Loin de toute idée d'homogénéité culturelle ou de consensus, la nation se présente d'emblée comme une communauté conflictuelle, les conflits sociaux s'exprimant à travers différents canaux dans le système institutionnel commun et contribuant à en orienter le développement. L'universalisme des mécanismes de régulation impose cependant une montée en généralité et la traduction des conflits et enjeux dans des principes de justice, des finalités collectives, des règles et des institutions, qui fixent provisoirement les rapports de force tout en restant constamment en débat. La nation est grâce à ce mode de régulation *une forme de communalisation politique à haut degré de réflexivité*, dans la mesure où les enjeux et conflits débouchent sur des régulations institutionnelles dépassant les purs et simples rapports de force et demandant en permanence à être justifiées devant la communauté des citoyens.

Cette communauté de participation, qui a historiquement correspondu d'abord à l'affirmation politique de la bourgeoisie, s'est progressivement élargie, à la faveur de luttes et de mouvements sociaux et politiques variés, et s'est stabilisée grâce à différentes dynamiques d'intégration sociale, économique et politique comme à travers les frottements et interdépendances entre sociétés, qui ont cristallisé les frontières territoriales des États et consolidé les identités nationales associées. La nation désigne ainsi à la fois la communauté universaliste abstraite des citoyens et une communauté historique effective toujours concrète et circonscrite renvoyant au mode de formation chaque fois spécifique de l'État considéré. Elle est ainsi un mélange de « société » et de « communauté », à la fois sujet collectif placé au fondement des institutions, espace commun d'affrontement politique, et ensemble de liens identitaires, de mœurs, de sentiments de solidarité. L'accent est clairement mis dans une telle perspective sur la dynamique politique (les institutions et la culture politique communes définissant l'identité nationale, le « destin » partagé, les conflits d'orientations) plutôt que sur la tradition, l'ethnicité ou une conception fonctionnaliste des rapports politiques. Freitag

insiste sur la dimension concrète, sensible de la nation, se définissant selon les contextes comme communauté conflictuelle ou comme communauté de solidarité et de responsabilité vécue, éprouvée historiquement. Rosanvallon écrit dans le même sens que la nation « dessine la forme d'une expérimentation pratique de l'universel » (2000 : 422).

Le déclin de ce mode de reproduction politico-institutionnel de la société est rapporté à plusieurs dynamiques historiques. On peut pour simplifier distinguer deux voies de débordement de la modernité et d'affaiblissement corrélatif de la nation telle que définie ci-dessus : la voie social-démocratique et la voie corporative puis néolibérale. La construction de la social-démocratie s'inscrit au départ dans la logique de la citoyenneté démocratique et du cadre institutionnel universaliste, suivant le schéma de développement élaboré initialement par Marshall (1950), allant des droits civils aux droits politiques et aux droits sociaux. L'enjeu de cette dynamique historique est d'aller au-delà du formalisme des références et des régulations de la société bourgeoise (par exemple, principes de responsabilité individuelle ou d'égalité des chances) pour prendre en compte, par-delà les références abstraites à l'individu ou au citoyen, les rapports sociaux concrets dans lesquels se constituent les conditions d'existence et les expériences sociales des personnes. Le compromis social-démocratique atténué, sans le remettre en cause, le caractère capitaliste de la société moderne à travers la mise en place d'un ensemble de droits sociaux à destination d'abord des ouvriers. Suivant la même logique de prise en compte des conditions sociales effectives d'existence, d'autres catégories d'acteurs vont bénéficier au fil du temps de droits spécifiques, comme les femmes, les mères de familles nombreuses, les personnes handicapées. Ces différents élargissements de l'intervention publique restent pour Freitag inscrits dans la dynamique de la modernité tant qu'ils ne remettent pas en cause le primat des références universalistes et l'exigence de traduction des enjeux concrets et des situations spécifiques en principes généraux, ce primat et cette exigence contribuant à consolider la nation comme communauté conflictuelle de participation et à mettre en scène et en débat pour tous les conflits d'orientation qui la traversent et les principes et références qui la régissent.

Par rapport à cette dynamique de développement, l'idée d'une mutation postmoderne renvoie à un phénomène de débordement progressif et insensible du mode politico-institutionnel de reproduction de la société par une autre logique collective au fur et à mesure que l'État intervient toujours davantage dans la vie sociale. On assiste alors à la multiplication des réglementations spécifiques, à un double processus de colonisation de l'État par la société et de la société par l'État, avec d'un côté la multiplication des demandes et iden-

tités catégorielles et des groupes de pression et de l'autre la décomposition de l'État en une myriade d'agences gouvernementales et de dispositifs d'action publique. Tout ceci engendre une rupture par rapport au droit individualiste, formaliste et universaliste et la montée en puissance des organisations au détriment des institutions, des dispositifs et régulations à caractère particulariste, opérationnel et pragmatique au détriment de la verticalité du politique. La multiplicité indéfinie des organisations, des catégories d'acteurs, des enjeux, génère une opacité collective croissante. Dans ce processus, la nation perd progressivement son caractère proprement politique, en tant qu'acteur collectif idéal placé au fondement des régulations et des institutions communes et se constituant réflexivement à travers la mise en scène et en débat des conflits de légitimité et d'orientations traversant la société.

La voie corporative puis néolibérale de débordement de la logique de la modernité commence quant à elle avec la mutation introduite par la reconnaissance juridique des corporations capitalistes à compter de la fin du XIX^e siècle, en rupture avec les conceptions antérieures, centrées sur l'entrepreneur individuel. Celle-ci va s'accompagner d'une mutation managériale à la suite de la dissociation entre la propriété (actionnaires) et la direction, et d'une imbrication croissante des sphères privée et publique, en particulier à travers la validation par la puissance publique des conventions collectives d'entreprises. Avec ces différents développements, qui se sont manifestés avec le plus d'intensité aux États-Unis, l'on s'éloigne de la logique individualiste et libérale qui avait présidé à l'avènement de la modernité, tandis que la puissance des corporations ne va cesser de s'accroître et de faire retour sur la société. Les corporations vont progressivement devenir des acteurs proprement politiques de plus en plus significatifs, à travers la concentration du capital et la capacité d'influence sur la définition des politiques nationales et plus largement sur l'ensemble de la vie sociale.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'amalgame formé par les idéaux universalistes d'après guerre, les enjeux géopolitiques de la Guerre froide, l'intérêt national des grandes puissances et celui de corporations aux logiques d'action et d'organisation de plus en plus clairement multinationales puis transnationales, va déboucher sur une libéralisation progressive du commerce, de la production et de l'investissement à l'échelle du bloc occidental, avant la globalisation néolibérale engagée à compter de la fin des années 1970. L'idéologie néolibérale place au centre de sa rhétorique l'image de sociétés libres et ouvertes où marché et démocratie progressent de concert, l'autorégulation des marchés et la réduction des interventions publiques, les figures valorisées de l'entrepreneur et de l'investisseur. Ses apôtres tentent de constitutionnaliser au profit des corporations et du capital financier la liberté d'entreprendre et d'investir.

tir à l'échelle planétaire. *On a là une autre version du sujet nomade, du postnational et du cosmopolitisme, bien différente de celle qui est valorisée dans le cadre du post-modernisme.*

Ces deux voies de débordement de la logique de la modernité engendrent selon Freitag un nouveau mode de reproduction des rapports sociaux, qu'il nomme opérationnel-décisionnel. Il se caractérise par la perte de transcendance des institutions politiques au profit du contrôle, de la puissance et de l'influence exercés par toutes sortes d'organisations, publiques comme privées (ceci se traduisant par la montée en puissance du thème de la gouvernance en lieu et place du concept moderne de gouvernement), par la substitution des intérêts catégoriels et des groupes de pression à la figure synthétique du peuple, ou au plan planétaire par la fragilisation des institutions politiques internationales et supranationales face aux puissances corporatives, aux égoïsmes des intérêts nationaux et aux velléités impérialistes. Outre qu'il favorise le déploiement des rapports de force et des inégalités, ce mode de reproduction est marqué par un faible degré de réflexivité et une faible capacité d'action collective responsable face aux problèmes du monde. L'une des illustrations de cette faible réflexivité est donnée par les problèmes environnementaux croissants qui touchent la planète (réchauffement, épuisement des ressources, réduction de la biodiversité), dont tout le monde est conscient, sans que se dégage aucun lieu décisionnel crédible à même de les prendre à bras le corps et d'imposer aux différents États des mesures à la hauteur des enjeux et des risques. D'autres enjeux planétaires majeurs, tels que la lutte contre la faim, la malnutrition, la pauvreté, l'absence d'accès à l'éducation, les épidémies comme le sida, la prolifération nucléaire, et bien d'autres, donnent lieu au même constat.

Qu'en est-il de la nation du point de vue d'un tel procès historique ? Le caractère politique de la nation – comme communauté conflictuelle de participation aux institutions, de solidarité et de responsabilité – est affaibli, d'un côté à travers la voie social-démocratique et ses suites par le particularisme des intérêts, la généralisation et la fragmentation des conflits, la gestion pragmatique et technocratique des rapports sociaux, de l'autre à travers la voie corporative puis néolibérale par la libération des puissances à l'égard de tout encadrement culturel ou politique, puissances qui font retour sur les sociétés et les citoyens et les soumettent à leur chantage (aux délocalisations ou à la non-implantation, au licenciement, au chômage). Parallèlement, la nation puissance s'affirme, à la fois puissance économique des entreprises « nationales » et puissance impériale des pays les plus riches et les plus avancés aux plans technologique et militaire (Freitag, 2003). Cette affirmation de la nation puissance au détriment de la nation politique et des institutions politiques internationales ou supranationales se traduit aussi sur un plan interne par une divergence croissante des intérêts,

entre les acteurs tirant parti de la globalisation économique et financière et ceux qui en subissent les effets, en termes de désindustrialisation, de chômage et de précarité, cette divergence étant toutefois amortie par la richesse collective accumulée et par les emplois créés à l'étranger ou pour l'étranger, du fait de l'avance initiale des pays occidentaux (Gagné, 1986, 1988). Malgré tout, on assiste à des dynamiques ségrégatives croissantes, souvent redoublées par le racisme et la discrimination, qui fragilisent l'intégration sociale, la participation politique et l'identification aux institutions nationales, et accroissent les chances de comportement protestataire, de contestation extra-institutionnelle ou de violence.

En conclusion, soulignons que dans le cadre d'une telle perspective, tant le postmodernisme que les théorisations positives de la postmodernité peuvent être considérés comme s'inscrivant dans une connivence objective avec les tendances postmodernes. La revendication de « libération » des individus à l'égard du « pouvoir » et des cadres nationaux n'est plus pensée en termes positifs, mais dans les termes d'une perte de repères, de finalité et de limites, et par là d'une perte de sens. Cette libération n'est que le miroir au niveau de l'individu de la libération à l'échelle planétaire des puissances économiques, technocratiques et militaires à l'égard d'un encadrement culturel et politique seul à même de les contenir et de les orienter significativement et normativement.

La question de la nation aujourd'hui

L'examen qui précède permet de situer l'espace anthropologique et sociologique, mais aussi normatif et politique, dans lequel nous avons à réfléchir aujourd'hui à la question de la nation, soit l'espace d'une critique de la nouvelle utopie postmoderniste et de sa connivence objective avec une mutation postmoderne rampante, mais aussi d'une critique de la modernité, de ses insuffisances et de ses limites. Je voudrais essayer de poser brièvement le cadre d'une pensée contemporaine de la nation à partir de deux problématiques : celle de la verticalité ancrée du politique et celle de la pluralité des formes de communalisation.

1) *La verticalité ancrée du politique*

À travers les références universalistes sur lesquelles elle s'appuie, la modernité a développé la verticalité du politique comme jamais. La révolution individualiste du fondement des rapports sociaux et politiques, couplée à une dynamique rationaliste, a engendré la mise en place d'institutions politiques et sociales et de régulations juridiques s'appuyant sur des principes généraux et sur les catégories abstraites de l'Homme, du Citoyen, du sujet de droit. Par là, ces institutions et régulations ont permis de constituer un cadre de référence

commun à l'ensemble des membres de la collectivité politique par-delà les particularismes culturels et identitaires et les intérêts. Mais ce cadre ne peut être crédible, source d'identification et d'allégeance, que dans la mesure où les conflits et enjeux qui traversent la société remontent dans le système politique pour y être traduits en confrontation de principes, de projets et de programmes. C'est à travers cette dynamique de traduction et de participation politique que se constitue la nation comme communauté vécue des citoyens et comme foyer où la collectivité politique met en scène et en débat les enjeux, les conflits et les orientations divergentes qui la traversent. D'autre part, si les références cardinales de la modernité sont abstraites et universalistes, la verticalité du politique ne s'est pas déployée dans le vide social. Elle s'est en particulier inscrite dans les limites territoriales issues des dynamiques culturelles et politiques et des frottements entre pouvoirs, peuples et sociétés. Par là, le peuple abstrait des hommes et des citoyens a pris aussi la figure concrète de peuples effectifs et les institutions unificatrices de l'État ont été couplées avec des sentiments d'appartenance nationale.

Ainsi, la nation constitue une communauté historique contingente de participation, permettant d'enraciner les principes libéraux et démocratiques dans des instances de totalisation et de synthèse concrètes, pouvant faire sens pour les acteurs. Si la verticalité du politique s'élabore sur la base du droit et des institutions, elle doit également s'ancrer dans une base motivationnelle, dans des processus d'identification et d'allégeance, dans les mœurs, pour susciter un sentiment de responsabilité et de solidarité, fonder la civilité et le civisme, faire monde commun par-delà les conflits et les intérêts. Dans une telle perspective, la nation n'est absolument pas une idée dépassée, elle constitue bien au contraire un rempart contre l'individualisme, les particularismes ou l'emprise des puissances sur la vie sociale, contre le développement de systèmes politico-administratifs essentiellement technocratiques, mais aussi contre une conception purement intellectualiste et rationaliste de la citoyenneté et de la démocratie. Cela implique de concevoir le pouvoir politique comme capacité d'action collective, adossée sur des principes, des doctrines de légitimation, des institutions, des orientations culturelles et civilisationnelles, avant que comme rapport de domination, comme lieu décisionnel à influencer ou comme puissance opposée à d'autres.

L'un des enjeux d'une doctrine contemporaine de la nation est d'articuler au lieu de les opposer « société » et « communauté », tout en pensant la dimension de la communalisation politique dans une perspective post-traditionnelle. L'opposition fréquemment discutée entre nation civique et nation ethnique, pour pertinente qu'elle soit, conduit à penser la communalisation politique

comme une forme d'amalgame – variable selon les configurations nationales – entre des principes juridiques et civiques universalistes et un legs historico-culturel particulariste à caractère « ethnique ». Cela occulte tout ce qui relève des *cultures politiques nationales*, en tant que produits contingents de l'histoire politique à travers lesquels les nations concrètes se sont façonnées : ainsi, la laïcité, la culture de la généralité (Rosanvallon), la passion de l'égalité (Tocqueville), la polarisation conflictuelle de l'espace national, constituent parmi d'autres autant de caractéristiques spécifiques de la voie historique de construction de la nation en France, qui finissent par faire culture, au sens d'un ensemble de références identitaires, de schèmes affectifs, cognitifs et normatifs et de mœurs politiques forgeant un sentiment d'appartenance et un mode d'être collectif. Tout cela ne relève ni de la nation ethnique ni d'une nation civique purement abstraite, passant exclusivement par les institutions, le droit ou les procédures. Contrairement aux orientations rationalistes promues par les tenants d'une conception essentiellement juridique et procédurale des institutions démocratiques, la perspective développée ici est que la nation civique doit pour faire sens s'inscrire dans une culture politique spécifique, produit contingent de l'histoire. Cela n'implique aucunement de se crispier sur les communautés nationales existantes et les modèles politiques hérités, mais vise à souligner le nécessaire ancrage de la verticalité du politique, quel que soit l'échelon auquel on la considère, dans des réalités sensibles, culturelles et historiques seules à même de susciter des processus d'identification et d'adhésion. La dimension communautaire du politique ne saurait se réduire à un « patriotisme constitutionnel », elle doit s'ancrer dans les mœurs. Inversement, une pensée post-traditionnelle de la communauté politique implique de minimiser le poids des éléments prépolitiques (sans pour autant les renier, car ils sont la trace du sens) au sein de la culture politique et de combattre toutes les conceptions essentialistes de la nation et toutes les utopies mortifères d'une homogénéité culturelle, ethnique ou religieuse et d'une pureté fantasmatique des origines.

Un autre enjeu majeur d'une pensée actualisée de la nation comme capacité d'action collective et verticalité ancrée consiste à soutenir et renforcer l'espace du politique comme cadre fondamental d'action et d'identité collectives et foyer commun de sens transcendant la société où celle-ci explicite les principes et finalités qui la régissent face à la trivialité fréquente de la scène politicienne et à la prolifération sans fin des logiques catégorielles et des programmes d'action à caractère opérationnel. Cela suppose à la fois de favoriser le déploiement d'institutions à forte réflexivité collective à même de dépasser l'expression brute des particularismes et des intérêts et de développer des médiations pertinentes entre les instances gouvernementales, juridiques et administratives et l'expérience

vécue par les acteurs sociaux. Le désenchantement démocratique contemporain tient pour beaucoup à la crise des médiations entre les mondes vécus et le système politique, permettant de construire simultanément par en haut et par en bas les institutions et les dispositifs structurant la société civile. Ce sont ces médiations et cette construction à double sens qui peuvent consolider la verticalité ancrée du politique, d'un côté à travers le sentiment de prise en compte des problèmes et aspirations vécus, de l'autre à travers la confrontation avec autrui, la mise en scène et en débat des conflits d'orientations, la prise en considération des exigences collectives. À cet égard, et à condition de l'articuler avec la notion classique de gouvernement plutôt que de l'y substituer, le thème de la gouvernance peut être l'un des vecteurs d'une telle orientation, pour peu qu'on ne l'entende pas comme dans la version néolibérale au sens d'une indifférenciation croissante entre acteurs publics et privés, nationaux et étrangers, et d'une participation naturelle aux processus décisionnels de l'ensemble des parties prenantes (*stakeholders*) qui s'estiment concernées, mais au sens d'une redéfinition des modes d'élaboration de l'action publique selon les principes d'une démocratie forte et exigeante, simultanément représentative, participative et délibérative.

2) La pluralité des formes de communalisation

Contrairement aux catégories politiques de la modernité, mettant l'accent sur le caractère indivisible de la souveraineté et le caractère exclusif de l'allégeance nationale, il convient aujourd'hui de promouvoir le principe d'une souveraineté complexe (Rosanvallon, 2000) et partagée (Ferry, 2000) et d'une articulation possible entre la nation et d'autres formes de communalisation, à caractère culturel ou politique, territorialisé ou non. La dynamique de totalisation autocentrée sur la base de laquelle se constitue toute collectivité politique, et les différentes institutions par lesquelles celle-ci se dote d'une capacité d'action collective unitaire, d'autoreprésentation et de dépassement des particularismes et des purs et simples rapports de force, peuvent fort bien aller de pair avec la reconnaissance et la prise en compte d'autres formes de communalisation et d'autres échelles d'action politique. Contre une conception moniste et exclusiviste de la souveraineté et de la nation, il est parfaitement possible de penser la pluralité des formes de communalisation qui constituent le monde contemporain, à partir de sites et de modèles identificatoires pluriels, entrant dans des superpositions et des frictions inévitables, mais dont les régulations peuvent être en partie institutionnalisées, en autant que l'on clarifie la question de la hiérarchie des normes, des paliers de gouvernement et des liens identitaires.

Du point de vue interne à chaque État, la référence à la nation permet d'affirmer une unité par-delà les divisions et différenciations qui traversent la

société, à condition bien sûr qu'elle soit construite à partir de l'identité politique transcendante de la citoyenneté et non à partir d'une utopie de pureté ethnique ou religieuse, comme dans l'ethnonationalisme ou le fondamentalisme. Dans sa configuration libérale-démocratique, la nation s'oriente vers des formes d'universalisme des mécanismes d'intégration, qui s'appliquent non seulement aux citoyens, mais également aux non-citoyens et aux non-nationaux à travers l'ensemble des droits civils, économiques et sociaux. La nation démocratique est fortement inclusive de par les principes qu'elle affirme et la dynamique interne qui la caractérise. Si historiquement il a pu exister une confusion notable entre la culture politique commune et les orientations culturelles des groupes sociaux dominants, la tendance contemporaine est au décentrement autocritique de la culture majoritaire et à la reconnaissance du pluralisme des orientations culturelles, des formes de vie et des liens identitaires, du moins dans les pays occidentalisés. Elle est également à la décentralisation et à la prise en compte de la multiplicité des échelons territoriaux pertinents d'action et d'identification. À cet égard, le postmodernisme affirmatif, avec la conception qu'il diffuse d'un pouvoir négateur des « différences », apparaît comme un discours hypercritique profondément aveugle à la dynamique effective des sociétés contemporaines, et contribuant du coup à alimenter la fragmentation particulariste au détriment de la culture politique commune. Loin d'être le lieu de l'homogène et de la violence symbolique, la nation est plutôt dans de nombreux pays aujourd'hui un cadre pertinent de dépassement des particularismes identitaires et des disparités territoriales, qu'il convient de soutenir face aux multiples forces centrifuges qui caractérisent notre époque. Et parmi celles-ci, les dynamiques de ségrégation sociale et spatiale associées à l'accroissement des inégalités et à la marginalisation sociale de certaines populations, et les velléités de sécession des groupes sociaux et des régions les plus riches, sont certainement plus préoccupantes que les affirmations identitaires, qui n'en sont d'ailleurs souvent que la traduction déformée, lorsque la question sociale est travestie en question culturelle ou religieuse.

Si on la considère à présent depuis des échelles géographiques plus larges, la dialectique du commun et du particulier se trouve inversée, la nation y représentant cette fois le pôle du particulier. Ainsi, l'intégration européenne suppose nécessairement un décentrement autocritique des cultures et mémoires nationales préexistantes pour que puisse se consolider un sentiment d'appartenance européen. De même, la construction d'un système institutionnel effectif à l'échelle mondiale implique de développer une conscience d'humanité. Si la nation est le lieu d'affirmation d'une unité et d'une autodétermination, celle-ci prend place dans un espace pluriel, ce qui implique de penser la coexistence, les

interdépendances, les enjeux communs et donc aussi l'autorestriction et les transferts de souveraineté, à tous les échelons supraétatiques. Si l'on veut réussir à dissocier la nation civique du nationalisme agressif ou de la nation puissance, il convient d'articuler le processus de totalisation autocentré indispensable pour inscrire la verticalité du politique dans l'expérience vécue et dans une communauté de participation et de solidarité concrète et le processus d'ouverture sur le monde, de solidarité entre les peuples, de responsabilité pour le monde commun, de valorisation d'autres échelles d'appartenance. Cela ne sera possible qu'en passant d'un système de relations et d'institutions internationales forgées à partir de la seule souveraineté nationale à la consolidation d'institutions véritablement supranationales. Mais celles-ci risquent de n'avoir guère d'effectivité si elles ne s'ancrent pas dans les mœurs et des formes d'identité collective et si elles ne s'articulent pas avec les autres échelles et formes de communalisation.

Conclusion

À l'encontre des utopies postmodernistes visant à démanteler la nation comme hégémonie ou archaïsme inacceptables, et face à la menace d'une mutation postmoderne où serait abolie la communauté des citoyens au profit d'un libéralisme planétaire associé à un système social hypercomplexe constitué sur des bases purement opérationnelles et pragmatiques, l'orientation privilégiée dans cet article est que la nation représente un cadre de référence identitaire essentiel pour ancrer la verticalité du politique, à condition d'être relativisé. De ce point de vue, les références contemporaines au cosmopolitisme et à l'idée d'une conscience « postnationale » sont pertinentes mais en même temps très ambiguës, dès lors que le qualificatif « national » renvoie simultanément à une échelle géographique et à une forme de communalisation politique. Si les appels à développer une conscience postnationale visent à promouvoir une gouvernance multiniveaux, à lutter contre le chauvinisme, les utopies mortifères de pureté identitaire, les égoïsmes de la nation puissance, à relativiser le poids du critère de la nationalité dans le traitement des personnes présentes sur un territoire, on ne peut qu'être d'accord. Mais s'il s'agit de promouvoir des institutions politiques et des régulations juridiques détachées de toute communauté de participation, d'orientation, de solidarité et de responsabilité concrète, il est à craindre que cela ne fasse que renforcer les tendances néolibérales et néoimpérialistes, la gestion technocratique et le désenchantement démocratique, l'individualisme utilitariste et les particularismes identitaires ou catégoriels, affaiblissant d'autant la capacité d'action collective réfléchie et de résistance face aux logiques de puissance. C'est la raison pour laquelle il m'apparaît que les États-nations, par-delà leurs limites et les formes d'oppression qu'ils ont

abritées et continuent d'abriter, représentent un modèle historique d'articulation entre la société et la communauté, l'abstrait et le concret, l'universel, le commun et le particulier, qui demande bien davantage à être médité et cultivé que dénoncé et aboli.

notes

1. Dans d'autres configurations historico-nationales, où le postmodernisme est marginal, ce seront des courants se réclamant d'une perspective moderniste, bien que centrés sur une conception des droits de l'homme et surtout de la citoyenneté déconnectée de toute notion de communauté politique – et en ce sens postmodernes –, qui pousseront dans le même sens : la citoyenneté se réduit alors à un ensemble de droits fondamentaux de l'individu (Schnapper, 2002).

références

- Appadurai, Arjun, *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation* (1996), trad., Paris, Payot, 2001.
- Berman, Marshall, *All That Is Solid Melts Into Air : The Experience of Modernity*, New York, Simon and Schuster, 1982.
- Bonny, Yves, *Sociologie du temps présent : Modernité avancée ou postmodernité ?*, Paris, Armand Colin (coll. « U »), 2004).
- Cusset, François, *French Theory : Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2003.
- Ferry, Jean-Marc, *La question de l'État européen*, Paris, Gallimard, 2000.
- Freitag, Michel, *Dialectique et Société. Volume 2, Culture, pouvoir, contrôle : les modes formels de reproduction de la société*, Montréal, Saint-Martin, et Lausanne, L'Âge d'Homme, 1986.
- Freitag, Michel, avec la collaboration de Yves Bonny, *L'oubli de la société : Pour une théorie critique de la postmodernité*, Rennes, PUR, 2002.
- Freitag, Michel, « De la Terreur au Meilleur des Mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique », in Daniel Dagenais (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p. 353-404.
- Gagné, Gilles, « L'État commercial ouvert », *Bulletin du MAUSS*, n° 17, 1986, p. 71-102.
- Gagné, Gilles, « Le système des sociétés modernes et après : Le système social contemporain », *Société* (Montréal), n° 3, été 1988, p. 63-124.
- Habermas, Jürgen, *Après l'État-nation : Une nouvelle constellation politique*, trad., Paris, Fayard, 2000.
- Lacorne, Denis, *La crise de l'identité américaine : Du melting-pot au multiculturalisme* (1997), édi-

tion revue et augmentée, Paris, Gallimard (coll. « Tel »), 2003.

Maffesoli, Michel, *Le temps des tribus : Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1988 ; rééd. poche La Table Ronde, 2001.

Marshall, T.H., *Citizenship and Social Class*, Cambridge, Cambridge University Press, 1950.

Pettit, Philip, *Républicanisme : Une théorie de la liberté et du gouvernement*, trad. Paris, Gallimard, 2004.

Rosanvallon, Pierre, *La démocratie inachevée : Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000.

Schnapper, Dominique, *La démocratie providentielle : Essai sur l'égalité contemporaine*, Paris, Gallimard, 2002.

Urry, John, *Sociologie des mobilités : Une nouvelle frontière pour la sociologie ?*, trad., Paris, Armand Colin (coll. « U »), 2005.

Vibert, Stéphane, « La démocratie dans un espace "postnational" ? Holisme, individualisme et modernité politique », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, n° 1, 2002, p. 177-194.

Vibert, Stéphane, « Perspective critique sur les concepts "postmodernes" d'identité et de métissage », *Société* (Montréal), n° 23, automne 2003, p. 147-170.